

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/Q/BEL/1**

31 octobre 1996

(96-4610)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français/anglais\*

## EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

### Belgique<sup>1</sup>

Le présent document contient le texte des questions posées à la délégation de la Belgique et des réponses données au cours de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes à la réunion du Conseil du 22 au 25 juillet 1996.<sup>2</sup>

#### I. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA POLOGNE

**1. Veuillez indiquer si la législation nationale sur la protection des oeuvres, phonogrammes et exécutions et sur les organismes de radiodiffusion est pleinement conforme aux dispositions de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC.**

La Loi belge du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins prévoit une protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion qui est conforme à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC.

Les dispositions pertinentes sont prévues par les articles 33 à 47 de la loi précitée.

**2. La Belgique a-t-elle l'intention d'adhérer à la Convention de Rome?**

La Belgique a l'intention d'approuver très prochainement la Convention de Rome.

#### II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

**1. Prière d'expliquer si et comment la loi belge protège les oeuvres, les phonogrammes et les représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, et si et comment elle leur accorde une protection sur la base du traitement national, comme l'exigent l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (d'une manière générale, pour ce qui concerne le droit d'auteur et les**

---

\*Français pour les réponses et anglais pour les questions.

<sup>1</sup>La notification faite par la Belgique des lois et réglementations relatives au droit d'auteur et aux droits connexes au titre de l'article 63:2 de l'Accord a été distribuée sous la cote IP/N/1/BEL/C/1.

<sup>2</sup>Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

**droits voisins) et l'article 9:1 de l'Accord (qui incorpore l'article 5 1) de la Convention de Berne). En particulier, prière d'expliquer comment le traitement national est accordé en ce qui concerne la répartition de la rémunération pour les cassettes vierges prévue aux articles 55 à 57 et 79 de la Loi belge sur le droit d'auteur.**

L'article 79, alinéa 3 de la Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (la loi belge ci-dessous) prévoit que s'il est constaté que les auteurs belges et les titulaires belges de droits voisins jouissent dans un pays étranger d'une protection moins étendue, les ressortissants de ce pays ne pourront bénéficier que dans la même mesure des dispositions de la loi.

Toutefois, le principe de réciprocité est sans préjudice des dispositions des Conventions internationales (article 79, alinéa 1 de la loi belge).

Par conséquent, la règle du traitement national et les exceptions à cette règle en matière de droit d'auteur et de droits voisins prévues par l'Accord sur les ADPIC sont d'application en Belgique.

En ce qui concerne les droits à rémunération pour copie privée, les articles 55 à 58 de la loi belge sont entrés en vigueur le 1er août 1995. Cela signifie, d'une part, que les redevances sur les appareils et les supports ne sont perçues que depuis cette date et, d'autre part, qu'aucune répartition n'a été effectuée jusqu'à présent.

Pour ces raisons, il est prématuré d'indiquer les conditions dans lesquelles les droits à rémunération pour copie privée seront répartis.

**2. La Belgique applique-t-elle la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative, prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.**

La question précitée semble avoir pour objet la durée de protection qui est accordée aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes. Conformément à l'article 14:5 de l'Accord sur les ADPIC, celle-ci doit être de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de fixation ou d'exécution.

[Question complémentaire]

**Prière de confirmer que la Belgique n'applique pas la règle de la durée la plus courte dans le cas d'enregistrements sonores et de représentations ou d'exécutions d'oeuvres.**

La question 2 semble avoir pour objet la durée de protection qui est accordée aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes.

Conformément à l'article 14:5 de l'Accord sur les ADPIC, la loi belge accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes qui sont des ressortissants d'autres Membres de l'OMC durant 50 ans à dater de la fin de l'année civile de fixation ou d'exécution.

**3. Prière d'expliquer si et comment la Belgique accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme l'exige l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, y compris par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnement ou de services interactifs.**

L'article 39, alinéa 1 de la loi belge prévoit que (...) le producteur de phonogrammes (...) a seul le droit de reproduire sa prestation ou d'en autoriser la reproduction de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi belge que le droit de reproduction est conçu d'une manière large de façon à couvrir la reproduction indirecte d'un phonogramme notamment la reproduction réalisée à partir de l'exécution radiodiffusée d'un phonogramme (Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, Doc. Parl., Rapport, 473/33, page 221).

Bien que les droits prévus par la loi belge soient technologiquement neutres, les cours et tribunaux ne semblent pas s'être prononcés jusqu'à présent sur la portée exacte du droit de reproduction dans le cadre des services multicanaux ou interactifs.

**4. Prière d'expliquer si et comment la Belgique accorde une protection rétroactive totale aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, dont chacun incorpore par référence l'article 18 de la Convention de Berne ou se fonde sur cet article. Prière d'indiquer la date à laquelle remonte cette protection en ce qui concerne chaque catégorie d'objet.**

L'article 88, paragraphe 1 de la loi prévoit que la loi s'applique aux oeuvres et prestations réalisées avant son entrée en vigueur et non tombées dans le domaine public à ce moment.

L'expression "non tombées dans le domaine public" s'entend comme visant les prestations antérieures dont la durée de protection n'est pas expirée au moment de l'entrée en vigueur de la loi (Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, Doc. Parl., Rapport, 473/33, page 327; Trib. civ. Réf., Bruxelles, 5 avril 1995, Auteurs et média, février 1996, Larcier, pages 57 et suivantes; Com. Bruxelles, 4 septembre 1995, Auteurs et média, juin 1996, Larcier, pages 153 et suivantes).

Sans préjudice de l'article 79 de la loi belge, les oeuvres et prestations bénéficiaient au 1er janvier 1996, date d'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC:

1. d'une protection par le droit d'auteur, les oeuvres dont le décès de l'auteur ou du dernier coauteur survivant est postérieur au 31 décembre 1925;
2. d'une protection par un droit voisin:
  - les prestations d'artistes interprètes ou exécutants postérieures au 31 décembre 1945, ainsi que les prestations fixées qui ont fait l'objet d'une publication ou d'une communication licite au public postérieure au 31 décembre 1945, à condition que ce fait ne soit pas postérieur à un délai de 50 ans à dater de la prestation de l'artiste interprète ou exécutant;
  - les phonogrammes dont la fixation est postérieure au 31 décembre 1945, ainsi que les phonogrammes qui ont fait l'objet d'une publication ou d'une communication licite au public postérieure au 31 décembre 1945, à condition que ce fait ne soit pas postérieur au délai de 50 ans à dater de la fixation du phonogramme.

**5. Prière d'expliquer quelles sont les sanctions pénales ou les mesures correctives civiles qui sont prévues en cas d'atteinte au droit d'auteur et dans quelle mesure elles sont pleinement conformes aux obligations énoncées aux articles 41, 45, 50 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la réponse, prière de préciser, entre autres choses, si ces sanctions ou mesures peuvent inclure**

**la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et du matériel ayant servi à la fabrication de ces marchandises, comme l'exigent les articles 46 et 61 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la manière dont il est prévu de prendre des mesures correctives civiles provisoires conformément à l'article 50 de l'Accord.**

Il a été convenu que l'examen des législations nationales relatives à l'application des droits de propriété intellectuelle fera l'objet d'une réunion ultérieure du Conseil des ADPIC, après l'examen des législations nationales relatives aux différents droits de propriété intellectuelle (droit d'auteur et droits voisins, droits des marques, droit des brevets, etc.) (voir notamment document IP/C/W/7 Rev.1).

Afin de préserver la cohérence de l'examen des dispositions nationales relatives à l'application des droits de propriété intellectuelle, il convient de réserver les questions concernant ces dispositions et d'y répondre lors de la réunion du Conseil des ADPIC qui sera consacrée à ce sujet.

**6. L'article premier de la Loi belge sur le droit d'auteur énumère les droits exclusifs afférents aux oeuvres littéraires et artistiques. Toutefois, étant donné que la Loi sur le droit d'auteur omet d'indiquer explicitement si les oeuvres audiovisuelles sont considérées comme des "oeuvres artistiques", on ne voit pas très bien quels sont les droits exclusifs qui sont conférés aux titulaires du droit d'auteur sur des oeuvres audiovisuelles en vertu de la Loi belge sur le droit d'auteur. Prière de préciser quels sont les droits qui sont conférés aux titulaires du droit d'auteur sur des oeuvres audiovisuelles en vertu de la Loi belge sur le droit d'auteur?**

Les auteurs d'oeuvres audiovisuelles jouissent des droits moraux et patrimoniaux visés à l'article premier de la loi.

**7. L'article premier de la Loi belge sur le droit d'auteur confère aux auteurs un droit de communication au public. On ne voit pas très bien, à la lecture de cette loi, si ce droit inclut les droits de représentation et d'exécution, de radiodiffusion, de transmission, de réémission et de retransmission publiques. Prière d'expliquer si et comment le droit de communication au public inclut ces droits, comme l'exigent l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC (qui incorpore par référence l'article 11 *bis* de la Convention de Berne) et l'article 14 de l'Accord, et si et comment ces droits sont prévus ailleurs dans la loi?**

Il ressort des travaux préparatoires de la loi que par communication au public, on entend tout acte qui a pour objet d'offrir au public une oeuvre ou une prestation sous une forme immatérielle, notamment par la représentation, l'exécution ou l'exposition ou encore par radiodiffusion, transmission par câble, etc. (Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, Doc. Par., Rapport, 473/33 page 64.)

**8. Prière d'expliquer comment les programmes d'ordinateur et les bases de données sont protégés en vertu de la loi belge. En particulier, prière de préciser si les programmes d'ordinateur sont protégés "en tant qu'oeuvres littéraires", comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.**

a) Protection des programmes d'ordinateur

La protection des programmes d'ordinateur est prévue par la Loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la Directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (M.B. 27 juillet 1994).

L'article premier de cette loi prévoit que conformément à la Directive 91/250/CEE du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, les programmes d'ordinateur (...) sont protégés par le droit d'auteur et

assimilés aux oeuvres littéraires au sens de la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

b) Protection des compilations de données ou d'autres éléments

La jurisprudence admet la protection par le droit d'auteur des recueils d'informations qui sont marqués par la personnalité de leur auteur en raison de l'effort intellectuel de recherche, d'analyse et de disposition des informations (Cass., 2 mars 1993, *Larcier Cassation*, 1993, page 52; Cass., 27 avril 1989, *Pas.*, 1989, 1, page 908; Cass., 25 octobre 1989, *Pas.*, 1990, I, page 238).

Ainsi, la qualité d'oeuvre protégeable a été reconnue à des éphémérides administratives, à un tarif notarial, à un recueil contenant des informations financières, à un livre d'église et de prières, à un recueil de législation et de jurisprudence, à une brochure contenant des tarifs d'assurance.

Toutefois, la protection par le droit d'auteur d'un recueil d'informations, en l'occurrence un annuaire, n'a pas été admise au motif que le classement des informations est banal et utilisé depuis longtemps (J.P. Bruxelles, 28 juin 1917, *Pas.*, III, 1917, page 277). Le même tribunal a, par ailleurs, considéré que le seul arrangement nouveau que présente l'annuaire se limite au classement des abonnés par leurs numéros téléphoniques suivant l'ordre successif des chiffres et que cet arrangement ne pourrait être protégé au motif que la nouveauté ne suffit pas, qu'il est requis en outre comme élément essentiel, que cette combinaison nouvelle soit le résultat d'un travail intellectuel, même si celui-ci ne consiste que dans un travail de coordination, pourvu que l'intelligence y ait eu sa part prépondérante et qu'il ne s'agisse pas simplement d'un travail matériel de compilation.